

## **COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU GRAND DÉBAT NATIONAL** **DU 1<sup>ER</sup> MARS 2019**

Une réunion du Grand Débat National, organisée en commun par les communes de Martinvast et Tollevast, s'est déroulée à Tollevast, le vendredi 1<sup>er</sup> mars 2019, à partir de 20h30 à la Maison du Sonneur à Tollevast, avec une assemblée d'environ 40 citoyens.

Monsieur le Maire de Tollevast propose d'organiser la réunion en installant quatre tables correspondant aux quatre thèmes proposés. Chacun se positionne en s'installant sur la table correspondant au thème qui l'intéresse. Ensuite, une personne par table sera nommée pour retranscrire à l'assemblée ce qui sera ressorti des discussions. Une fois cette retranscription faite, chacun pourra apporter son avis sur les différents sujets, même s'il ne faisait pas partie du groupe de travail concerné. Une heure est donnée à chaque table pour débattre, avec comme trame les questionnaires fournis par l'Etat.

Monsieur le Maire rappelle que les débats doivent rester axés sur les thèmes proposés et ne pas déborder sur les sujets locaux.

Les quatre thèmes proposés sont les suivants :

- La fiscalité et les dépenses publiques,
- L'organisation de l'Etat et des services publics,
- La transition écologique,
- Démocratie et citoyenneté.

A 20h50 les différents groupes commencent à débattre. A 21h50, les groupes n'ayant pas fini de débattre, un délai est accordé.

A 22h25, il est mis fin aux discussions, et la retranscription des débats peut commencer.

### **LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES**

Le groupe de travail estime que les questions proposées dans le questionnaire sont trop orientées et a décidé de ne pas le suivre. Les propositions suivantes ressortent de ce débat :

- Chaque citoyen doit payer de l'impôt, même une petite somme.
- Tout revenu entrant dans le foyer fiscal doit être imposé.
- Il en est de même pour les entreprises : chaque société produisant en France ou se générant des revenus en France doit payer des impôts en France.
- La dépense publique doit être mieux gérée, le train de vie de l'Etat doit être revu à la baisse.
- Les conditions d'attribution de certaines aides sociales doivent être revues.
- Les actionnaires doivent être plus taxés.
- Des moyens supplémentaires doivent être attribués à la santé, aux hôpitaux et aux structures pour les personnes âgées.

- La résolution de tous les problèmes ne se limite pas à deux solutions : augmentation des impôts et baisse des dépenses publiques. L'Etat doit mettre en place une meilleure gestion des dépenses publiques, travailler sur la diminution de son train de vie et lutter plus efficacement contre la fraude fiscale.

Après cette restitution, la parole est donnée aux membres des autres groupes de travail :

- Il coûterait plus cher de collecter un faible impôt dans chaque foyer que ça ne rapporterait dans les caisses de l'Etat.
- Il faudrait plus taxer les banques qui se font des bénéfices sur la dette de l'Etat. Probablement parce que le lobby de la banque est fortement implanté dans la politique française.
- L'impôt progressif permet de prendre en compte les personnes en difficulté qui ont conduit à l'apparition des gilets jaunes.
- Le train de vie de l'Etat doit être revu à la baisse, notamment concernant les dépenses des politiciens en activité et ceux qui continuent à profiter de l'argent public une fois leurs mandats terminés : anciens ministres, présidents...
- La fiscalité doit être figée sur le long terme, il ne faudrait pas rajouter de nouveaux impôts tous les ans. Cela empêche les entreprises de planifier leur évolution sur le long terme.
- Comment faire pour avoir un meilleur service public tout en diminuant les dépenses publiques ?

### **L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

- Meilleure définition des compétences de chaque structure, afin d'éviter au maximum les doublons.
- Une définition plus claire des rôles de chaque entité, afin que les citoyens sachent clairement à qui s'adresser.
- Il y a trop d'échelons et les évolutions sont trop fréquentes.
- Difficultés d'accès aux services publics en raison des horaires.
- Difficultés pour accéder aux services de santé, avec éloignement des praticiens.
- Le service public par internet doit être une possibilité, et pas la seule solution. Tout le monde n'est pas en capacité de se servir de cet outil. Chacun devrait avoir le choix entre le contact physique avec un interlocuteur et la démarche dématérialisée.
- Le regroupement dans un même lieu de plusieurs services publics (Maison des services publics) est une bonne chose.
- Les services publics itinérants sont une bonne chose (bus de services publics).
- Le service public sur prise de rendez-vous est une bonne chose.
- Les agents publics polyvalents susceptibles d'accompagner les citoyens dans l'accomplissement de plusieurs démarches quelle que soit l'administration concernée est une bonne chose : plus de transversalité entre services publics.
- Le service public ayant évolué positivement est la prise en charge des enfants en situation de handicap.

- Les services publics qui doivent évoluer en priorité sont :
  - Les services liés à la santé et la prise en charge des personnes âgées,
  - Accompagnement, orientation et formation des jeunes,
  - Simplification des démarches administratives : cartes d'identité, certificats d'immatriculation...
- Les citoyens ne connaissent pas suffisamment leurs droits.
- Les règles de l'administration jugées trop complexes sont principalement celles liées aux déclarations et aux crédits d'impôts, à l'urbanisme (avec des normes qui se contredisent) et l'accessibilité des bâtiments publics et leur sécurité.
- Il faut donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain mais surtout limiter les multiples niveaux pour une même compétence, ainsi que limiter les délais.
- Il faut revoir le fonctionnement de l'administration en tendant vers une simplification des démarches, avec plus de rapidité et en étant plus pragmatique, en lien avec la réalité. Il en est de même pour la formation, celle-ci doit être plus connectée avec la réalité du terrain.
- Il faut un niveau de service public équivalent quelque soit la localisation géographique. Les services doivent être adaptés en fonction de l'endroit où ils se trouvent et en fonction des difficultés et des spécificités de l'endroit.

Après cette restitution, la parole est donnée aux membres des autres groupes de travail :

- Il est souhaité plus de passerelles entre administrations, pour une meilleure répartition des postes de fonctionnaires.
- Il serait souhaitable que les différentes administrations soient mieux reliées entre elles, qu'il y ait une meilleure transmission d'informations entre administrations et entre collectivités, notamment que les dossiers suivent les administrés qui changent de département.
- Il faudrait moins d'immobilisme dans l'éducation nationale.

### **LA TRANSITION ECOLOGIQUE**

- Les problèmes concrets les plus importants dans le domaine de l'environnement sont :
  - Les dérèglements climatiques,
  - La biodiversité et la disparition de certaines espèces,
  - La pollution de l'air.
- Pour apporter des réponses à ces problèmes, il faut privilégier les circuits courts, diminuer les rejets de CO<sub>2</sub>, stocker les carbones et développer les transports en commun.
- Nous sommes dans une région privilégiée et nous ne sommes que peu touchés par le changement climatique. On constate tout de même des variations climatiques inhabituelles, et il y a moins d'oiseaux et d'insectes qu'auparavant.
- Pour protéger l'environnement, les gestes suivants peuvent être facilement applicables :
  - Compostage,

- Tri des déchets,
  - Ne pas prendre sa voiture quand on peut éviter,
  - Refuser les publicités en format papier,
  - Faire poser des panneaux solaires,
  - Récupérer l'eau de pluie
- Il faut simplifier les démarches concernant les subventions ou aides financières de l'Etat. Création de postes de référents pouvant aiguiller les citoyens vers d'autres intervenants.
  - Il serait intéressant de pouvoir profiter d'avances sur les frais à engager pour faire des travaux en relation avec l'écologie et la préservation de l'environnement, et simplifier les démarches pour pouvoir en profiter.
  - Il faudrait favoriser les transports en commun et le transport à la demande, ainsi que les pistes cyclables. Des vélos et des voitures électriques devraient être en libre service. La communauté d'agglomération devrait être en charge de la mise en place de ces solutions.
  - Les taxes sur les hydrocarbures n'ont pas d'impact sur le comportement des utilisateurs.
  - Les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent être utilisées pour financer les aides pour accompagner les français dans la transition écologique.
  - La transition écologique doit être financée par le budget général de l'Etat et la fiscalité écologique, et tout le monde doit être concerné par le financement de la transition écologique : particuliers, entreprises et administrations.
  - Pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport aux concurrents étrangers, il faut taxer les produits importés qui dégradent l'environnement.
  - Pour faire partager les choix de la France en matière d'environnement au niveau européen et international, il faut obliger les députés européens à venir à toutes les réunions et commissions auxquelles ils sont convoqués, et pas occasionnellement.
  - Il faut imposer l'uniformisation des normes au niveau européen, notamment concernant les produits chimiques utilisés dans le monde agricole.

Après cette restitution, la parole est donnée aux membres des autres groupes de travail :

- Comment faire pour que les citoyens qui habitent dans les grandes villes puissent aller travailler les jours de circulation alternée ?
- Il faut trouver une solution pour réguler la démographie mondiale : chaque naissance génère de la pollution.
- Les déplacements ne pouvant pas être supprimés, la seule solution serait de trouver un moteur propre.
- Il faut éviter le suremballage pour cesser de polluer les océans. Un septième continent n'est fait que de plastique.
- Empêcher les lobbys générant de la pollution d'influencer les politiciens. Ils sont trop puissants au niveau du parlement européen.

- Améliorer la possibilité de faire le tri en procédant au retrait à domicile des déchets recyclables, pas seulement les ordures ménagères.

## **DEMOCRATIE ET CITOYENNETÉ**

### **VIE INSTITUTIONNELLE ET DEMONCRATIQUE**

- C'est dans les élus de proximité que les citoyens ont le plus confiance : maires et députés. Ils sont plus connectés au quotidien des citoyens et ne sont pas influencés par des courants d'idée ou des partis politiques.
- Regret de la fusion des EPCI, car cela génère un éloignement entre les décisionnaires et les habitants. Le pouvoir des petites communes s'en trouve amoindri.
- Le non-cumul des mandats est plutôt une bonne chose, mais un mandat en conseil municipal permet de rester au plus proche des préoccupations des citoyens.
- L'instauration d'une partie de représentation proportionnelle serait une bonne chose, au minimum pour les législatives, mais également aux élections régionales et départementales.
- Il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires mais il est important de conserver les deux chambres.
- La participation aux élections est jugée faible, c'est pourquoi l'instauration d'une partie de proportionnelle ainsi que la reconnaissance du vote blanc inciteraient les citoyens à se déplacer plus. Il n'est pas pour autant jugé nécessaire de rendre le vote obligatoire.
- Il n'est pas non plus jugé nécessaire d'avoir plus recours aux référendums dans la mesure où la réponse apportée correspond plus à une réaction envers le gouvernement en place qu'à une réponse à la question posée.
- Il faut assouplir le déclenchement du Référendum d'initiative partagée, car celui-ci n'est pas suffisamment appliqué.

### **VIE CITOYENNE**

- La laïcité en France peut être améliorée. Il faudrait être plus ferme dans l'application des principes de laïcité, et être plus tolérant, comme les pays anglo-saxons.
- Pour garantir le respect des valeurs de la république, il conviendrait de renforcer l'éducation civique dans les écoles.
- Pour renforcer l'engagement citoyen dans la société, le service citoyen pourrait être un levier intéressant pour apporter de l'aide aux associations et aux collectivités.
- Les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne sont les dégradations des espaces publics. Pour y remédier, il faut privilégier l'éducation, mais quand ça ne suffit pas, il faut plus de répression, notamment par l'intermédiaire des travaux d'intérêt général.
- Les discriminations les plus répandues sont celles liées à l'origine, au sexe ou à l'orientation sexuelle. Seule l'éducation peut être utile pour lutter contre celles-ci.
- Il serait intéressant d'instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité, notamment par l'apport d'aide aux associations ou aux collectivités.

## IMMIGRATION ET INTÉGRATION

- La politique migratoire n'est pas à la hauteur des valeurs que la France affiche. L'accueil de migrants devrait se faire dans de meilleures conditions.
- La modalité d'intégration la plus juste et la plus efficace reste la mixité sociale, culturelle et religieuse.

Après cette restitution, la parole est donnée aux membres des autres groupes de travail :

- Le cas des maires : ce sont les parents pauvres de la politique, ils sont les représentants les plus proches des habitants dans les campagnes. C'est un engagement à temps plein qui pourrait justifier que ce rôle soit professionnel. D'autres personnes dans la salle expriment leur désaccord en évoquant que le fait d'être dans la vie active permet aux élus d'être plus proches du terrain et des préoccupations des citoyens.
- Le vote ne doit pas être rendu obligatoire, mais développer le vote par internet pourrait être une façon d'avoir une participation plus importante.
- Reconnaissance des bénévoles : création d'un statut de bénévole ? Ce rôle permet de créer du lien social. Les gens en manquent parfois, et c'est une des raisons pour lesquelles le mouvement des gilets jaunes a pris une telle ampleur.
- Respect :
  - Des forces de police et de gendarmerie : il est regrettable qu'on les respecte si peu alors qu'on sait les appeler lorsqu'on en a besoin. Cela reflète le manque de respect des institutions en général.
  - Du droit des femmes : c'est un problème de société. Les femmes ne se sentent plus en sécurité, elles ne sont pas suffisamment respectées.
- On constate un individualisme grandissant de la jeunesse, un désintérêt de la vie en collectivité. Il est difficile de mobiliser les jeunes et de les impliquer dans la vie associative et politique, ce qui est inquiétant pour l'avenir.
- Cas des déserts médicaux : instauration pour les médecins d'une obligation de pratiquer un certain nombre d'années dans la région qui les a formés. Il n'est pas normal que des régions qui financent la formation de médecins soient désormais des déserts médicaux. Les médecins devraient être obligés de passer au moins cinq ans dans la région qui les a formés ou rembourser les frais de formation engagés par la région concernée.

00h15 : Une fois tous ces sujets balayés, Messieurs les Maires de Tollevast et de Martinvast remercient les citoyens ayant participé à cette soirée et leur souhaitent une bonne nuit.